

Le défi de Pieter Botha

Des Noirs associés à l'élection du président de la République, des Noirs élisant eux-mêmes certains des leurs pour la gestion de leurs affaires locales, des Noirs enfin qui pourraient être cooptés au sein d'une « autorité exécutive » multiraciale sans précédent. Inutile de s'illusionner : ce n'est ni la révolution ni la démocratie qui ont été proposées, jeudi 21 avril, à l'Afrique du Sud par son chef, M. Pieter Botha.

Même si les idées encore imprécises énoncées plus haut sont un jour concrétisées, ce qui est loin d'être acquis, et même s'il se trouve un Noir pour accepter un strapontin dans le gouvernement blanc - un Indien y siège déjà, sans portefeuille, - le monolithisme du pouvoir pâle, l'hégémonie d'une communauté de cinq millions d'âmes sur une nation qui en compte six fois plus, ne sera pas sérieusement entamé.

Dans le contexte sud-africain, l'initiative de M. Pieter Botha n'en apparaît pas moins hardie. Que l'héritier politique des pères fondateurs de l'apartheid affirme tout haut qu'il « n'est pas juste » d'imposer à la majorité (noire) du pays un chef d'Etat choisi complètement en dehors d'elle, c'est d'abord le viol caractérisé d'un puissant tabou local, puisque les Noirs sont théoriquement des « étrangers » en territoire blanc.

Le discours de M. Pieter Botha revient quasiment à admettre que toute solution politique du problème sud-africain est vouée à l'échec si elle ne prend pas en compte les intérêts et les aspirations de la majorité noire. Il suffisait d'entendre les hurlements de l'extrême droite afrikaner pendant l'allocution du chef de l'Etat au Parlement pour prendre la mesure de l'impact psychologique d'un tel aveu.

Après avoir mis une sourdine à son credo néo-réformiste et sévèrement accru la répression contre les organisations anti-apartheid ces derniers mois, M. Pieter Botha a peut-être compris qu'il ne servait à rien de courir derrière les extrémistes de sa « tribu ». Les dernières élections partielles réservées aux Blancs l'ont montré : une proportion importante des afrikaners - qui représentent 60 % de la communauté blanche - a abandonné à tout jamais l'organisation politique historique qui leur a permis, il y a exactement quarante ans, d'asseoir leur hégémonie sur le pays.

Le schisme de l'Afrikerdom est désormais consommé et, plus qu'un pas en direction des Noirs, l'initiative de M. Pieter Botha s'apparente à un véritable défi lancé à l'extrême droite. Le Parti national du chef de l'Etat va devoir désormais, s'il veut conserver le pouvoir, multiplier les concessions en direction de l'électorat anglophone, qui, lui, est en majorité libéral. Cette évolution est plutôt de bon augure pour l'avenir de l'Afrique du Sud.

(Lire nos informations page 4.)

Le Monde
SANS VISA

- La Birmanie ■ Venise
- Escapes
- Jeux ■ Gastronomie

Pages 15 à 22

M 0147 - 0423 0 - 4 50 F

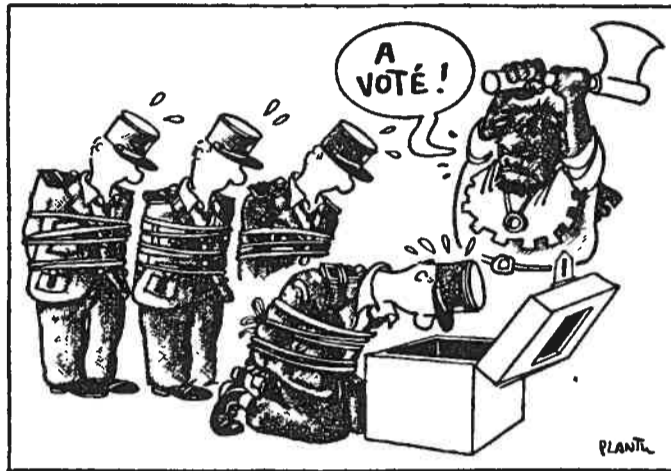
3790147004500 04230

Affrontements en Nouvelle-Calédonie à la veille du premier tour du scrutin présidentiel

Trois gendarmes ont été tués par des indépendantistes canaques

M. Mitterrand a demandé, le vendredi 22 avril, à M. Chirac de lui « rendre compte de la situation en Nouvelle-Calédonie et des mesures prises par le gouvernement » après les affrontements qui ont eu lieu dans l'île d'Ouvéa, où trois gendarmes ont été tués et vingt-six pris en otage par des militants indépendantistes. Le premier ministre a réuni, vendredi matin, à l'hôtel Matignon, MM. Balladur, Giraud, Pasqua, Pons, Pandraud et Chalandon.

Le bilan de l'attaque menée vendredi matin (heure locale) par un « commando » du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) contre une patrouille de gendarmes dans un îlot proche d'Ouvéa, à l'est de la Grande-Terre, puis contre la brigade installée au bord de ce lagon, est très lourd : trois gendarmes ont été tués à l'arme blanche et les autres membres du peloton ont été emmenés en otages. Un quatrième gendarme, donné pour mort vendredi matin, était, dans l'après-midi, dans un état désespéré. Trois des assail-



lants, qui disposaient aussi de fusils, ont été blessés par les tirs déclenchés en riposte.

« Le gouvernement est responsable de tous les morts ici, a déclaré le chef du mouvement indépendantiste, M. Tjibaou. La seule solution, c'est l'ouverture de discussions pour l'indépendance. » Le chef de file de la majorité locale, M. Laffleur, a menacé de représailles les dirigeants du FLNKS.

Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a affirmé que « toutes les mesures seront prises

pour que l'ordre soit rétabli dans les meilleurs délais. C'est une affaire marginale, a-t-il estimé, due à des éléments extrémistes et incontrôlés ».

A l'Elysée, dans l'entourage de M. Mitterrand, on faisait savoir, pour le déplorer, que ni le premier ministre ni le ministre de l'intérieur, ni le ministre de la défense, n'avaient informé le président de la République des incidents. Les principaux dirigeants du PS mettent en cause la politique suivie depuis 1986 sur le territoire.

(Lire nos informations page 7.)

Réformer, privatiser, démocratiser

Le communisme chinois et le poisson salé

La session de l'Assemblée nationale populaire qui s'est tenue au début du mois a confirmé implicitement le déclin de l'idéologie communiste en Chine. Après avoir élu un nouveau chef de l'Etat, les députés ont adopté plusieurs réformes économiques.

PÉKIN
de notre correspondant

Lorsque trépassa le fondateur de l'Empire chinois au cours d'une tournée en province, en 210 avant notre ère, on tut la nouvelle et le voyage officiel se poursuivit comme si de rien n'était, la dépouille impériale à l'abri des regards. Quand l'odeur devint

trop forte, on disposa autour du cadavre de Qin Shi Huangdi du poisson salé, pour donner le change. Le simulacre se poursuivit jusqu'au retour du cortège dans la capitale, la cour craignant une « révolution », raconte la chronique.

C'est un peu ce qui se passe aujourd'hui en Chine. L'idée du communisme chinois est morte. Il n'y a eu ni faire-part de deuil, ni oraison funèbre : les ayants droit sont plutôt décidés à n'en rien dire. Il n'empêche. La mythologie des soviets chinois de la Longue Marche s'est éteinte lorsque le nouveau chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, plus haut dignitaire du pays, même si le poste est plutôt honorifique, a prononcé son premier discours public. Pas une

seule référence à Marx, Lénine, Mao Zedong ou leurs pensées respectives. Outre le fondateur du régime, M. Yang a « oublié » le nom de Liu Shaogui, autre titulaire défunt de la fonction. S'il a salué son prédécesseur immédiat, M. Li Xiannian, c'est parce que celui-ci est encore en vie et se trouvait à côté de lui sur le podium.

Près du centre de Pékin, le jour de l'ouverture du nouveau Parlement chinois, le 25 mars, une dizaine d'ouvriers armés de raclettes à peinture s'affairaient à faire disparaître deux des gigantesques slogans peints en blanc sur fond rouge, à la gloire du « grandiose marxisme-léninisme-pensée de Mao Zedong ».

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 6.)

Adieu le changement ?

par ANDRÉ FONTAINE

Il est décidément grand temps qu'on vote. Les mouches sont tombées des fleurets dans le duel qui oppose pour la première fois, devant une France plus gênée qu'amusée, un président de la République à son premier ministre. Quoi qu'on en ait pu écrire ici même, il faut se féliciter que François Mitterrand ait tant attendu pour se lancer dans l'arène : que se serait-il passé si avait surgi l'une de ces crises internationales auxquelles Jacques Chirac et lui ont réussi à faire face de concert durant deux ans de cohabitation pleine de rancœurs ? Qui prendrait au sérieux aujourd'hui l'affirmation de leur solidarité ?

Qu'ils sont proches, pourtant, quand on en vient au fond ! De même que Raymond Barre, ils n'ont qu'un Dieu, le « pragmatisme », qu'un horizon, l'Europe, qu'un moyen, la formation. Le *Financial Times* relève, entre eux, « un degré surprenant de consensus, même dans le domaine économique ». Pour le *Times*, le langage « vaguement radical » de l'hôte de l'Elysée rappelle celui des démocrates d'outre-Atlantique, et son couplet sur l'éducation un thème favori du vice-président Bush.

L'américanisation universelle aurait-elle déteint à ce point sur nos mœurs ? On serait plutôt tenté d'incriminer l'évident affaiblissement des idéologies et la

perte de confiance de l'opinion dans l'efficacité du pouvoir. Si l'affrontement reste plus vif entre Chirac et Mitterrand qu'entre ce dernier et Raymond Barre, ce n'est pas seulement parce que les sondages ont paru mettre hors course pour le second tour le député du Rhône. C'est aussi parce que François Mitterrand n'a pas derrière lui, à la différence de l'actuel, un parti avide de places que le PS naturellement convoite. Et parce que de nombreux gaullistes ne pardonnent toujours pas au président sa longue fronde contre leur héros.

Quant à savoir ce que veulent exactement les duellistes, on a parfois du mal à s'y retrouver. Jacques Chirac ne parle pas de la même façon du racisme aux Antilles et à Marseille. François Mitterrand brandit soudain la rose qu'il avait mise la veille au placard. Faut-il s'en indigner ? Le morcellement politique de la nation ne laisse d'autre choix à qui veut gagner que d'essayer de « ratisser large ». L'exemple de précision de son langage ne semble pas avoir beaucoup profité à Raymond Barre, dont l'honnêteté et la clarté d'esprit mériteraient un meilleur sort.

Au-delà de ces habiletés, deux sensibilités politiques continuent bien sûr de se heurter.

(Lire la suite page 11.)

Livraison de matériel français à l'URSS

Quatre dirigeants de sociétés écroulés à Paris
PAGE 36

La célébration des quarante ans d'Israël

Oublier un moment la révolte qui gronde aux portes...
PAGE 3

M. Shultz à Moscou

Les chances de parvenir rapidement à un accord sur les armements stratégiques s'amenuisent
PAGE 5

Les profits de Peugeot et de Renault

L'industrie automobile française a encore des faiblesses
PAGE 30

Le sommaire complet se trouve en page 36

Sixième semaine de conflit

Le noyau dur des grévistes de la SNECMA

Le dialogue de sourds continue à la SNECMA. Les usines de Gennevilliers, Villaroche et Melun sont en grève depuis cinq semaines. Les réunions organisées mercredi 20 et jeudi 21 avril par le médiateur n'ont pas abouti. Les syndicats et les grévistes réclament toujours 1 500 F d'augmentation par mois ; la direction s'en tient à une hausse générale de 3,8 % en masse et 2,1 % en niveau sur l'année. Les grévistes essaient de durcir leur mouvement. Jeudi soir, à Gennevilliers, une bagarre a opposé un piquet de grève à des cadres et des agents de maîtrise, qui tentaient de faire entrer un camion.

« Oh lé lé, oh la la, pour les 1500 F, on est toujours là ! » Soutenus par les sons, et par les roulements du tambour, deux cents ouvriers de la SNECMA, en majorité des jeunes, sautillent devant la grille fermée de l'usine Citroën d'Aulnay. Derrière des banderoles, celle de la « coordination des grévistes inter-SNECMA », celle de la CFDT. Ce petit groupe sur l'immense parking désert, c'est la délégation venue des usines de Gennevilliers, de Villaroche et de Corbeil, où les grèves durent depuis plusieurs semaines. Sur tous les blousons, un autocollant affiche la revendication : « 1500 F par mois pour tous. » Certains y ajoutent le sigle CFDT, plus rarement celui de la CGT. Symbolique, la manifestation fait suite à celles qui ont eu lieu devant le siège de l'entre-

prise, devant le groupement des industries aéronautiques ou à l'usine Dassault de Saint-Cloud...

Mais cette fois les grévistes n'entreront pas : de l'autre côté des grilles, plusieurs centaines d'agents de maîtrise, de cadres et de personnels de sécurité leur font face, sous les yeux de quelques dizaines d'ouvriers immigrés, bienveillants mais prudents ; seuls quelques délégués, CFDT ou CGT, sortiraient affirmer leur solidarité avec les grévistes, qui appellent à « discuter pour lutter tous ensemble contre le blocage des salaires ».

L'enjeu est là, pour une grève qui, d'une certaine façon, tire sa force de sa durée.

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 32.)

bracelet tennis® de Fred.

La nouvelle fureur vient des Etats-Unis. Votre "Bracelet-Tennis" vous attend chez Fred. Or et Diamants. A partir de 7 500 F.

FRED JOAILLIER
6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

La Clarté, 74, Champs-Élysées, Hôtel Mériotel, Espace "Galeries Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Politique

La préparation de l'élection présidentielle



Adieu le changement ?

(Suite de la première page.)

Mais il n'y a plus entre elles, malgré les débordements verbaux de la dernière ligne droite, ce fossé qui tant de fois a conduit la France à la guerre civile chaude ou froide. Les socialistes savent bien que l'Etat ne peut pas tout contrôler, et les libéraux qu'il y a beaucoup de choses dont il ne peut pas ne pas se mêler.

François Mitterrand n'a pas peu contribué à ce recentrage. Au moment même où il s'alliait, en 1972, avec les communistes, il a proclamé son intention de ramener à trois millions le nombre de leurs voix. Ni Georges Marchais ni la droite ne l'avaient alors pris au sérieux. L'objectif est pourtant atteint, et même dépassé : le PC est marginalisé. Le PS est devenu, et de beaucoup, la principale force politique du pays.

La Constitution consolidée

Le même Mitterrand a consolidé cette Constitution qu'il avait tant combattue et lui a fait franchir le cap difficile de deux alternances. Il a mis en œuvre une régionalisation que personne ne conteste. Quelles qu'aient été ses intentions initiales, le fait est que les antiques querelles sur la propriété des moyens de production et sur l'école ont perdu leur virulence. Il a réconcilié son parti avec l'esprit d'entreprise et, donc, avec les notions de compétitivité et de rentabilité. Il a beaucoup réduit l'inflation.

De même a-t-il rallié les socialistes au nucléaire, tant civil que militaire, et confirmé la politique qui, depuis Robert Schuman, a fait du couple franco-allemand la pierre angulaire de l'Europe communautaire. Alors que celle-ci battait de l'aile, il a, en union étroite avec Helmut Kohl, œuvré à l'adoption du grand marché de 1992. Il nous a accommodés avec l'Espagne. Il a fortement aidé l'Occident à gagner la bataille des euromissiles, et donc à rendre possible cette négociation sur la réduction des armements qu'il encourage certes, mais dont il souhaite légitimement qu'elle privilégie désormais les équipements « classiques » et les effectifs.

En face de cette colonne on n'aurait garde, bien sûr, de négliger celle où s'alignent les fruits de la présomption initiale. Aggravation lourde de ce chômage qu'on se faisait fort de réduire massivement, dévaluations successives, considérable endettement, coût excessif de nationalisations souvent superflues, cafoillage du Rainbow Warrior, Carrefour du développement, affaire Luçaire, propos contradictoires sur les ventes d'armes ou le tiers-monde, à l'égard duquel l'aide publique n'atteint toujours pas, malgré les engagements les plus solennels, le montant fixé par l'ONU, en 1960, de 0,7 % du PNB. Trop de déclarations péremptives, comme celles qui ont marqué le congrès de Valence. Et aussi la loi électorale qui n'a limité la victoire de la droite classique, en 1986, que pour donner un groupe parlementaire au Front national, avec le risque de faire de ceux qui auront voté pour lui, au premier tour, les véritables arbitres du second.

Le poids de la fonction

Reste que, chaque fois pratiquement que se posait une question qui engageait l'avenir de la France, le choix ultime est allé dans la direction du consensus, et non de la « rupture » jadis tant célébrée. S'il en avait été autrement, le président ne se serait pas attiré, dans les capitales étrangères, autant d'estime, et l'*Economist* de Londres, sans doute la publication la plus influente de l'univers anglo-saxon, n'appellerait pas, comme il vient de le faire, à « voter Mitterrand », ou plutôt « voter de Plantu ? » — « Mitterrand 2 ».

Mitterrand 1, Mitterrand 2 ? Pour le *Wall Street Journal*, la France « a plus changé le Président qu'il ne l'a changée ». Sans doute était-ce inévitable. La fonction agit toujours sur celui qui l'exerce ; Chirac et Barre, forts de leur expérience de premier ministre, présentent des programmes de gouvernement. Mitterrand se place bien davantage dans une optique prési-

dentielle : dans sa copieuse *Lettre à tous les Français*, l'accent est mis d'abord sur la politique étrangère, préoccupation principale, par devoir comme par goût, de tous les chefs d'Etat de la Cinquième. Et il se déclare décidé à laisser les gouvernements à venir gouverner, quelle que soit, en fin de compte, la majorité sur laquelle ils s'appuieront.

Sur ce point-là aussi le chef de l'Etat a considérablement évolué depuis 1981. On peut en dire autant de son discours sur la France unie. Ceux qui croient — et qui n'y croient ? — à la nécessité, pour faire face aux multiples défis de cette fin de siècle, de rassembler la nation devraient, a priori, s'en féliciter. Le fait est pourtant que l'un des principaux griefs qu'on lui adresse est précisément d'avoir tant changé.

Ceux qui le formulent ne devraient-ils pas s'aviser qu'ils en ont fait un peu, ou beaucoup, autant ? Un gaulliste authentique comme Charles Pasqua n'hésite pas à se proclamer « de droite ». Bravo, c'est plus franc ! Mais de Gaulle disait : « C'est pas la gauche, la France ; c'est pas la droite, la France... Prétendre représenter la France au nom d'une fraction, c'est une erreur nationale impardonnable » (1). L'écart n'est pas moindre sur l'Europe, ou l'admission de l'Espagne.

D'un excès à l'autre ?

De même, les apôtres, souvent néophytes, du « libéralisme » oublient-ils que, pour le général comme pour Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, l'Etat avait un rôle majeur à jouer dans l'animation de l'économie, élément essentiel à leurs yeux de la puissance nationale. « L'ardente obligation du Plan », célébrée par l'homme du 18 juin, sa politique agricole, les mesures dirigistes ou protectionnistes qu'il a plus d'une fois prescrites, ne s'inscrivaient pas précisément dans une logique libérale.

Et surtout, pour avoir appris chez les bons Pères que nul ne peut servir Dieu et Mammon, il détestait l'argent. « Mon seul adversaire, celui de la France, a-t-il pu déclarer, n'a jamais cessé d'être l'argent » (2). Comme le dit Jean Daniel, on imagine plus facilement un tel langage, de nos jours, dans la bouche de François Mitterrand que dans celle d'un cacique du RPR.

De toute façon, c'est à qui, dans l'actuelle majorité, nuancera le libéralisme pur et dur dont elle se réclame avec tant d'insistance avant de revenir au pouvoir. Il faut dire qu'il y a eu depuis lors le krach de Wall Street, lequel a mis sa foi à l'épreuve, et aussi la découverte de la dramatique réalité qui amène un François Léotard à écrire : « Nous autres, libéraux, nous avons nos propres remises en cause à accomplir : devant un phénomène effrayant comme la nouvelle pauvreté qui se développe aujourd'hui, cette solitude et cette détresse qui touchent des millions de gens, nous n'allons pas nous contenter de dire avec bonne conscience que c'est au marché de régler ce problème » (3). Qui peut soutenir « avec bonne conscience » que le « marché » suffira à résoudre d'autres « problèmes » comme ceux de l'endettement, de l'instabilité des changes, du déséquilibre des échanges, du sous-développement et de la famine ? Giscard, l'autre jour, à « Questions à domicile », a expédié à la trappe le « libéralisme du laissez-faire, laissez-aller ». Qui prétendra que la seule loi du marché ait prévalu à l'égard de l'audiovisuel ou de la constitution des « noyaux durs » des privatisées ?

C'est le monde, en fait, qui a beaucoup changé. Mais le plus grand changement, dans la campagne électorale actuelle, c'est encore qu'aucun des principaux candidats ne parle... de changement. Dieu sait si, en 1981, chacun en avait la bouche pleine ! Mitterrand le premier, qui disait à Chaban, dans l'euphorie de la victoire : « Tu as voulu changer la société ; moi, je changerai de société. » Aujourd'hui, Michel Rocard peut se permettre de dire, sans être désavoué, que la politique « n'a pas à changer la société ».

Serions-nous passés d'un excès à l'autre ? L'obsession du change-

ment peut conduire aux pires folies. Mais la vie, c'est le changement, et d'ailleurs la société sur le plan culturel ou économique, par exemple, ne cesse de changer. Aucun être, aucune société ne survit s'il ne s'adapte à l'incessant défi, à l'incessant changement de l'environnement. A lui seul, le marché unique de 1992 nous oblige à changer. Reconnaissons à Raymond Barre, entre autres mérites, celui de le dire clairement, et d'insister sur la nécessité d'un certain nombre de « réformes ». Mais le fait est qu'à l'attente naïve d'un avenir où l'on raserait gratis a succédé aujourd'hui chez trop de Français un refus frioleux du changement, dans la mesure où il pourrait remettre en cause leur petite tranquillité. Il serait dramatique de paraître en quoi que ce soit les y encourager.

Le refus ne porte pas seulement sur le changement à venir : il s'étend, pour bon nombre de nos concitoyens, au changement déjà intervenu. Ainsi des communistes qui rêvent toujours au temps béni où le catéchisme marxiste-léniniste fournissait à tout, avec l'aide musclée du « grand frère », une réponse « scientifique », et n'arrivent pas à comprendre pourquoi, comme le disait Berlinguer, la veine issue de la révolution d'Octobre est tarie.

C'est le cas aussi des partisans de Jean-Marie Le Pen, chez lesquels domine la nostalgie d'un Ancien Régime repeint en tricolore, fleurant bon, pour les uns la paillardise machiste, pour les autres la messe en latin, celle du temps où les grandes gueules étaient écoutées, et les indigènes admis à l'honneur

de se faire tuer pour la patrie, mais non à celui de revendiquer une égalité des droits jugée contraire à la nature humaine.

Ne commettons certes pas l'erreur de voir en tous ceux qui s'approprient à donner leur voix à l'« outsider » autant de fascistes et de racistes. Beaucoup ont un motif personnel de prêter l'oreille au discours de ce « grand perturbateur » au verbe d'autant plus facile qu'à la différence de la « bande des trois » il n'a jamais eu l'occasion de mesurer à l'aune des faits l'efficacité des solutions qu'il préconise et sa capacité à les mettre en œuvre, et, pour commencer, à les financer.

Ne commettons pas pour autant l'erreur inverse, qui consisterait à croire que la démocratie est blindée contre tous les périls qui la menacent : Georges Pompidou — qui n'était pas un homme de gauche, et qui écrivait en un temps où le PCF conservait une force impressionnante — estimait, dans son livre posthume *le Nœud gordien*, que le risque pour la France se situait davantage à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche.

Ce n'est pas par hasard qu'une proportion importante de l'électorat lepéniste vient des rangs communistes : l'humus sur lequel prospère la tentation autoritaire, voire totalitaire, c'est celui de l'exclusion ; on l'a vu en d'autres temps et en d'autres lieux. Trop de Français aujourd'hui se sentent exclus de cette société confortable, souriante, sécurisée que les écrans publicitaires de la télévision leur présentent à longueur de soirée comme

l'incarnation même de ce à quoi ils sont en droit de prétendre. Le FN, comme hier et encore un peu aujourd'hui le PC, leur ouvre les portes d'une société qui les reconnaît et leur jure d'améliorer leur sort. Moyennant quoi l'exutoire qu'il fournit à leur humiliation, c'est, pour beaucoup, malheureusement, l'humiliation de l'autre, ce bouc émissaire immigré, ahuri — tant il se sent lui-même exclu ou en tout cas dédaigné — de se voir ainsi dénoncé à la vindicte publique.

L'exclusion

En parlant de l'exclusion, on touche, chacun le sent bien, à l'un des problèmes fondamentaux du monde contemporain. Trop de gens décidentement ressentent au fond d'eux-mêmes, à tort ou à raison, le poids de l'injustice et du dédain. C'est à ceux-là, en priorité, que s'adresse François Mitterrand, avec des thèmes comme celui de l'impôt sur les grandes fortunes, du revenu minimum, du droit du sol, de la Nouvelle-Calédonie. Tactique ? « Jamais, moi, a-t-il dit, je ne jeterai la moitié de la France aux oubliettes. Or, du temps du général, combien de fois n'ai-je pas eu pareil sentiment (4) ». Apparemment, c'est là un cri du cœur venant d'un homme à qui il est arrivé de se sentir lui-même l'objet d'une exclusion.

Trop souvent, certes, la gauche a donné des signes de sectarisme et de dogmatisme. Mais n'est-ce pas en partie parce qu'elle a eu, trop souvent également, le sentiment d'être jugée non seulement inapte à exercer le pouvoir, mais en quelque

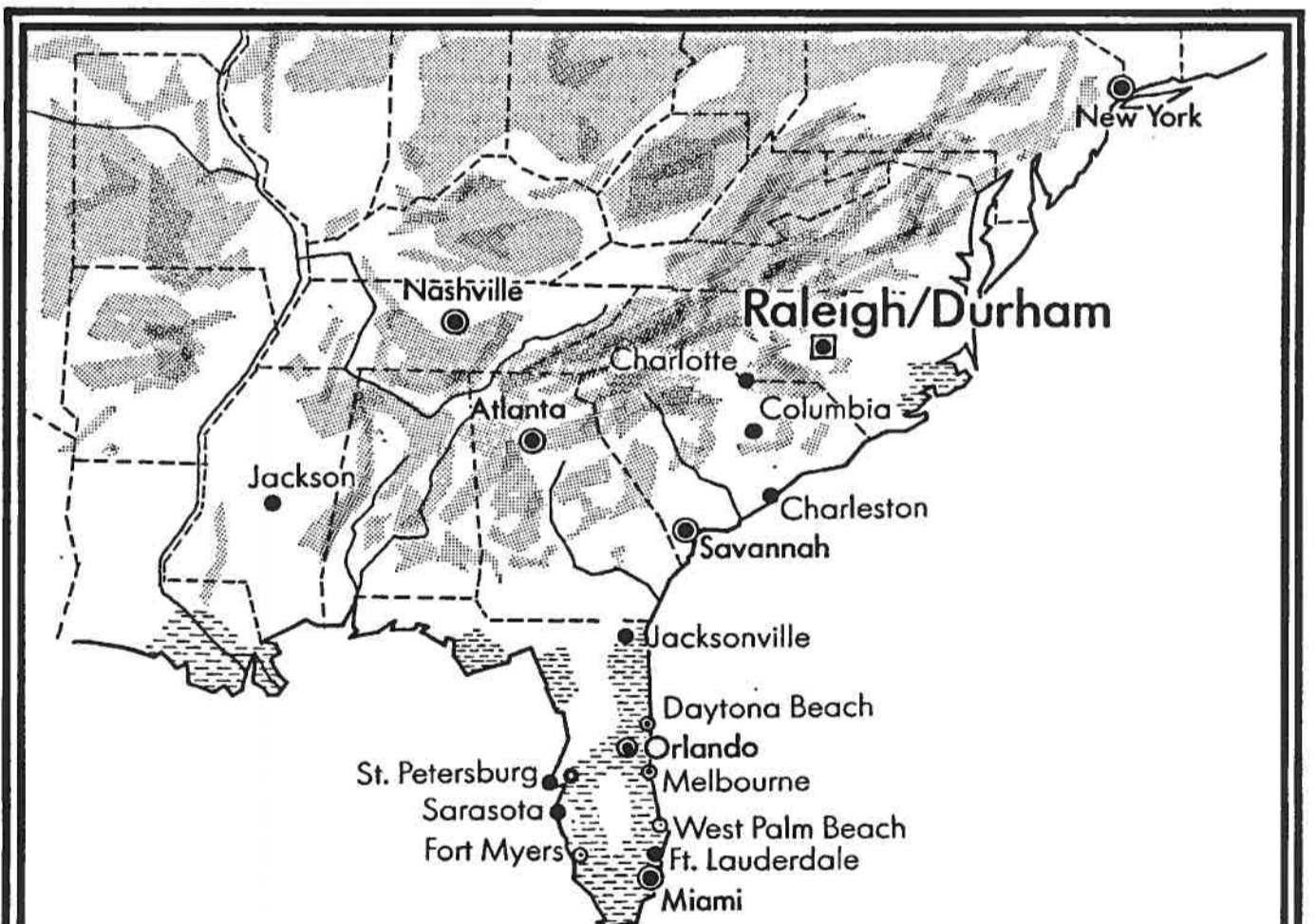
sorte dépourvue de la légitimité lui permettant d'y prétendre ?

Par là, la France se distingue encore d'autres pays où droite et gauche se considèrent comme les partenaires d'une alternance dont personne ne conteste le principe. Mais, l'ENA aidant, la sphère de l'intolérance mutuelle se réduit de plus en plus à la minorité vraiment militante : celle qui s'étranglait l'autre jour, à Rennes, quand le président disait que les bons n'étaient pas tous d'un côté ni les méchants de l'autre. Il aurait pu ajouter, à tant faire, que le gouvernement Chirac a remporté d'appréciables succès dans des domaines comme la lutte contre le terrorisme, et plus généralement la sécurité, comme les prix, le budget, l'endettement.

Cet appel, courageux, au bon sens, a eu peu d'écho non seulement dans le camp d'en face, mais même chez les partisans du président. Ce n'est que s'il est entendu, pourtant, que le vote Mitterrand a des chances de déborder suffisamment le vote socialiste, dimanche, pour confirmer au second tour les promesses des sondages.

ANDRÉ FONTAINE.

- (1) Interview télévisée du 15 décembre 1965.
- (2) Cité par Jean Daniel, d'après Jean Lacouture, dans *les Religions du président*, Grasset, 1988.
- (3) Interview au *Débat*, mars-avril 1988.
- (4) Propos tenus, selon *l'Express* du 18 mars 1988, à François Léotard.



LE 27 MAI, PARIS SE RAPPROCHE DU SUD-EST DES USA, ET ÇA N'A RIEN A VOIR AVEC LA DÉRIVE DES CONTINENTS.

Le 27 mai 1988, American Airlines ouvre un vol quotidien et sans escale entre Paris-Orly et Raleigh/Durham.

C'est-à-dire qu'à partir du 27 mai, American Airlines vous permet de gagner le Sud-Est des États-Unis plus facilement que vous ne l'avez jamais fait.

A partir de Raleigh/Durham, nous assurons 147 vols par jour vers 56 destinations (certaines correspondances étant desservies avec notre partenaire American Eagle). Et si c'est la Floride qui vous tente plus particulièrement, nous y desservons 11 villes, dont Orlando, le fief du "Disneyworld".

A Raleigh/Durham, les formalités ne sont plus

un problème. Nous y avons notre propre terminal et vous serez les seuls passagers transatlantiques à y atterrir.

Alors, si vous allez dans le Sud-Est des États-Unis, passez par Raleigh/Durham.

Reservations et informations : Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22.



American Airlines